



INSTITUT
DIDEROT

Les Carnets des Dialogues du Matin

ANDRÉ COMTE-SPONVILLE
DOMINIQUE LECOURT

L'avenir du politiquement correct

Les Carnets des Dialogues du Matin

ANDRÉ COMTE-SPONVILLE
DOMINIQUE LECOURT

L'avenir du
politiquement
correct

PRINTEMPS 2016

Sommaire

Avant-Propos p. 5
Jean-Claude Seys

L'avenir
du politiquement correct p. 9
André Comte-Sponville, Dominique Lecourt
débat animé par Alexis Feertchak

Discussion avec la salle p. 37

Les publications
de l'Institut Diderot p. 49

Avant-Propos

Dominique Lecourt et André Comte-Sponville nous ont brillamment démontré qu'au-delà d'une première réaction qui nous fait percevoir le politiquement correct comme agaçant mais superficiel, il faut le considérer comme dangereux pour l'évolution de nos sociétés parce qu'il constitue le terreau du populisme.

Sans doute le politiquement correct est-il de tous les temps. Dominique Lecourt le voit déjà dans le ridicule des précieuses de Molière.

Sans doute aussi est-ce un aspect de l'hypocrisie sociale, dont la politesse est une autre forme nécessaire à l'existence de relations sociales pacifiées.

Mais poussé à l'extrême, il change de nature : l'attitude consistant à confondre délibérément le vrai et le souhaité – supposé être le bien – et à refuser l'expression même du vrai est d'essence totalitaire en particulier lorsqu'elle représente la prétention d'une minorité d'orienter le comportement collectif.

Le refus de la vérité, c'est aussi celui de la réalité ; dans un monde très complexe, dans lequel des points de vue opposés peuvent être également légitimes, ce refus réduit à néant les chances de synthèse et de compromis fructueux qui ne peuvent être que réalistes.

Ainsi, dans les années 30, le désir de paix évidemment compréhensible et légitime en soi – a conduit à ignorer les menaces hitlériennes sur la paix et pour éviter l’engagement de quelques milliers de soldats à l’occasion des premières manifestations guerrières du nazisme, rien n’a été fait pour éviter la guerre qui a fait cinquante millions de victimes.

Plus récemment, refuser de voir, dans la montée de l’antisémitisme en France, le rôle de l’Islamisme, c’est d’une part refuser de s’attaquer au problème et donc en favoriser l’aggravation, mais c’est aussi, à travers une généralisation abusive – en rejeter la responsabilité sur d’autres qui n’y sont pour rien et provoquer en réaction l’attitude même qui leur est imputée à tort en même temps que le rejet d’élites ressenties comme pensant faux : c’est donc nourrir le populisme.

Les points de vue des deux intervenants sont très proches, à une différence sensible cependant : pour André Comte-Sponville, la vérité existe indépendamment de la connaissance qu’on en a ; pour Dominique Lecourt, les hommes ne peuvent fonder leurs convictions sur la vérité, mais seulement sur la connaissance qu’ils en ont, toujours entachée d’incertitudes et susceptible d’avancées nouvelles. D’ailleurs, la connaissance de la vérité d’un moment a souvent justifié de s’opposer à des progrès la remettant en cause.

Une question reste en suspens pour un futur débat : pourquoi le politiquement correct a-t-il pris cette importance ici – dans les démocraties occidentales – et maintenant ?

Serait-ce que les héritiers nantis que sont les générations actuelles nourrissent quelque mauvaise conscience à l'égard de l'histoire à laquelle ils doivent tout sans y avoir contribué ?

Jean-Claude Seys
Président de l'Institut Diderot

L'avenir du politiquement correct

André Comte-Sponville : Ma thèse tient en une phrase : l'avenir du politiquement correct, c'est le populisme. On le voit avec le succès du Front national aux dernières élections régionales, qui est en partie le résultat de plusieurs décennies de politiquement correct. J'en ai proposé, dans mon *Dictionnaire philosophique*, la définition suivante :

« Un type de ridicule ou de tyrannie, qui interdit de dire ce qu'on croit vrai quand cette vérité semble contraire à ce qu'on voudrait qu'elle soit ou à ce qui serait, aux yeux de la pensée dominante, moralement ou politiquement souhaitable. C'est confondre le réel et le bien, la vérité et la valeur, au bénéfice de ces derniers. C'est moins la voix de la majorité que celle des élites réelles ou prétendues. Moins une langue de bois, contrairement à ce qu'on dit parfois, qu'une langue de coton – matériau plus doux, comme chacun sait, mais presque aussi difficile

à avaler ! L'expression, calquée de l'américain (*political correctness*), ne se dit en français que péjorativement. Le politiquement correct est une espèce de police ou d'autocensure, qui pèse sur les discours : on s'interdit toute expression qui pourrait choquer ou blesser, surtout lorsqu'elle porte sur une minorité, on fait preuve en tout de tolérance (sauf contre les intolérants, ou supposés tels), on euphémise, on édulcore, on relativise... C'est mettre la bien-pensance plus haut que la liberté de l'esprit, les bons sentiments plus haut que la lucidité, la prudence plus haut que la sincérité. Par exemple, il est politiquement correct, dans nos pays, de dire que les islamistes n'ont rien compris à l'islam, qui est une religion de paix, de tolérance et d'amour. Que cela soit souhaitable, j'en suis évidemment d'accord. Mais est-ce vrai ? Pourquoi faudrait-il penser que tel islamiste radical, qui connaît le Coran par cœur, ou peu s'en faut, l'a moins bien compris que nos politiques, qui n'en ont lu que quelques citations, prudemment choisies (pour d'excellentes raisons morales : c'est le principe même du politiquement correct), dans des journaux bien-pensants ? »¹

Le politiquement correct est ridicule, au sens que Pascal donnait à ce terme : il y a ridicule lorsqu'il y a confusion des ordres – ici, entre ce qui relève de la vérité et ce qui relève du bien. Pascal parlait aussi de tyrannie lorsque ce ridicule se trouve au pouvoir. En

1. André Comte-Sponville, *Dictionnaire philosophique*, Nouvelle édition revue et augmentée, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 2013, p. 776-777.

ce sens, le politiquement correct est non seulement ridicule, mais il est tyrannique : c'est la tyrannie des bons sentiments, de la morale qui prétend s'appliquer hors de son ordre. Le politiquement correct, toutefois, n'est pas l'expression de la majorité. C'est l'un de ses paradoxes. Le politiquement correct relève de la pensée dominante, mais celle-ci est le fait d'une ou de plusieurs minorités qui ont réussi à s'imposer, notamment dans les médias. Le politiquement correct, pour le dire autrement, ce n'est pas la *doxa*, l'opinion courante, mais la *paradoxa* dominante, le contraire de ce que pense la majorité, érigé en position dominante.

Les exemples de politiquement corrects sont légion. Guy Bedos, dans un de ses sketches, disait : « On ne dit plus “un aveugle”, on dit “un malvoyant”. On ne dit plus “un sourd”, on dit “un malentendant”. Bientôt on ne dira plus : “c'est un con” mais “c'est un malcomprenant” ». L'euphémisation est caractéristique du politiquement correct. Certes, les changements de terme sont parfois légitimes : il est heureux, étant donné son histoire, que le mot « nègre » soit remplacé par « noir », même si les deux termes sont synonymes (je remarque d'ailleurs que le politiquement correct nous pousse de nos jours à dire « *black* » plutôt que « noir », ou « *gay* » au lieu « d'homosexuel » : le politiquement correct parle souvent le français). En raison de cette tendance à l'euphémisation, on ne dit plus « handicapé », mais « personne handicapée », afin de ne pas réduire la personne à son handicap, et même « personne en situation de handicap », pour suggérer que la personne

n'est pas toujours victime de son handicap, par exemple dans le cas d'un paraplégique qui travaillerait assis à son bureau. Certains ne disent même plus « personne en situation de handicap », mais « personne différente ». Un plurihandicapé m'a dit, lors d'un débat, que si tout le monde était comme lui, c'est moi qui passerais pour handicapé. Autrement dit, il n'y a pas de handicap, il n'y a que des différences. Sauf que c'est faux : si tout le monde était comme lui, et si je restais comme je suis, je passerais non pour un handicapé mais pour un mutant, un surdoué. Le handicap n'est pas une différence en général, c'est une différence qui diminue les capacités ou les performances de l'individu en question. On peut bien appeler cela une différence, cela ne change rien au handicap.

Je terminais ma définition du politiquement correct sur la question de l'islam radical, qui est évidemment devenue, depuis les attentats de 2015, plus brûlante encore. J'avoue que je suis fatigué d'entendre constamment répéter : « Il n'y a aucun rapport entre l'islamisme radical et l'islam ; ça n'a rien à voir ! ». Si, ça a évidemment à voir ! Tout musulman n'est bien entendu pas un islamiste radical, mais tous les islamistes radicaux sont musulmans. Ça ne peut pas être un hasard ! Nier que l'islamisme radical a un rapport avec l'islam serait aussi absurde que de dire : « Il n'y a aucun rapport entre l'Inquisition et le christianisme, ça n'a rien à voir ! ». Ou que de dire : « Il n'y a aucun rapport entre le stalinisme et le marxisme, ça n'a rien à voir ! ». Qui pourrait y croire ? Heureusement que chrétiens et marxistes ont

accepté, pour la plupart d'entre eux, d'examiner ce qui, dans le christianisme ou dans le marxisme, avait rendu possibles ces horreurs, pour s'en libérer ! Nous attendons de nos amis démocrates musulmans qu'ils fassent ce travail, un travail d'élaboration critique qui leur permette de comprendre ce qui, dans l'islam et le Coran, rend l'islamisme radical possible. Ce travail-là, personne ne peut le faire à leur place ; mais nous pouvons peut-être les y aider en refusant le cliché politiquement correct selon lequel il n'y a aucun rapport entre l'islam et l'islamisme radical, ce qui est évidemment faux et politiquement néfaste.

Dominique Lecourt : Je suis d'accord avec l'essentiel de ce que vient de dire André Comte-Sponville... Mauvais pour un débat ! Il n'est pas sûr pourtant que nous n'arrivions pas à des conclusions semblables à partir de points de vue sensiblement différents. La définition de son *Dictionnaire philosophique* est un bon point de départ. Permettez que je remonte plus haut dans l'histoire. Jusqu'au texte que je tiens pour la première critique du politiquement correct. Ce texte nous le devons à Molière. Il s'agit d'une comédie en un acte (et en prose), représentée pour la première fois le 18 novembre 1659 à Paris. *Les Précieuses ridicules*. Il ne doit guère être aisé de l'enseigner dans les classes aujourd'hui, son inspiration n'étant franchement pas féministe... Molière se moque des formules édulcorées dont raffole la bourgeoisie de son temps pour affirmer son désir mimétique du mode de vie aristocratique. Souvenez-vous ! Les précieuses rivalisent et se ridicu-

lisent parce qu'elles sont intimidées par les conventions d'un milieu social auxquelles elles aimeraient tellement appartenir. L'intimidation, c'est-à-dire la peur induite en chacun d'entre nous, est le ressort même de ce que nous appelons aujourd'hui le politiquement correct. La bouffonnerie nous guette autant aujourd'hui sous François Hollande qu'à l'époque de Louis XIV. Quelques épisodes récents de la vie littéraire et politique en France nous le rappellent crûment. Pensez aux attaques contre notre futur immortel Alain Finkielkraut ou contre l'éternel Michel Houellebecq. Pensez également à l'acharnement d'un certain nombre contre Michel Onfray ou Éric Zemmour. Aux États-Unis, d'où vient l'expression, c'est une forme nouvelle de puritanisme, un moralisme, qui s'exerce d'abord sur le langage. Combien d'intellectuels passent leur temps à soupeser leurs mots terrifiés d'avance à l'idée qu'ils pourraient offenser quelque minorité !

Les exemples sont nombreux. À ceux que vient d'évoquer André, il serait possible d'en ajouter des dizaines. Pensez à la caissière du supermarché promue « hôtesse de caisse » sans que son salaire ait connu la moindre augmentation ! Chacun sait qu'on ne dit plus « clochard », mais sans domicile fixe. Ne dites pas clandestin, dites sans-papiers. Ne dites plus sans-papiers, dites migrants. Non, ne dites plus migrants, dites réfugiés. L'emballlement du langage donne lieu à quelques innovations linguistiques. Un emballlement comme effet d'interdit.

Permettez que le vieux que je suis se rappelle son arrivée à l'Université de Boston au début des années 1980. Quelle stupeur ! En Europe, nous en étions depuis 1968 à la chasse aux tabous, le fameux « il est interdit d'interdire ». Nous avions le culte des briseurs de tabous. Chaque victoire était célébrée par une presse de plus en plus libertaire. Rappelez-vous des papiers de *Libération* et du journal *Le Monde* qui mettaient le poids de leur réputation dans la bataille. Caroline Fourest s'étranglerait de rage, aujourd'hui, pour bien moins que ça.

De l'autre côté de l'Atlantique, on s'appliquait à formuler au contraire de nouveaux interdits. Et pourtant, nous n'étions pas encore rentrés dans la tragique période du SIDA qui brisa « l'empire des sens ». Au début de la décennie 80 du siècle dernier, la tyrannie qui s'exerçait sur le langage avait déjà cours dans une grande partie du milieu académique, spécialement dans les domaines des sciences humaines (de la psychologie à la philosophie en passant par l'économie). Rapidement, elle a submergé toute la vie sociale. J'ai vu dix ans plus tard la vague atteindre la France violemment. Le début du raz-de-marée. Comme de l'autre côté de l'Atlantique, on a vu les personnels des universités modifier leurs comportements, spécialement en présence de l'autre sexe. Plus personne ne fermait désormais la porte de son bureau pour recevoir un étudiant, au sens... générique du terme. Comme si, chaque enseignant, chaque membre du personnel administratif était un obsédé sexuel ou un agresseur potentiel.

La chasse aux tabous se révèle nocive pour la liberté de penser. Elle produit des êtres craintifs, ennemis du risque. Une nouvelle génération « précautionneuse » souffrant de pudibonderie.

Il faut se donner les moyens de résister au politiquement correct, dit Élisabeth Badinter, cible elle-aussi, de soi-disant bien-pensants.

Prenons encore un exemple d'où le ridicule n'est pas absent. Savez-vous qu'il faudrait éviter d'utiliser le mot « violer » dans l'expression « violer une loi » compte tenu de la résonance offensante que peut avoir le mot ?

Le langage politiquement correct est exigé spécialement en matière de race, de culture et de religion.

Vous me pardonnerez d'avoir prononcé le mot honni de race tel qu'il figure toujours dans la *Constitution*, malgré la logique de la loi Gayssot du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe. Sur cette loi, il y aurait beaucoup à dire. Paul Ricœur, Pierre Vidal-Naquet, Robert Badinter et beaucoup d'autres en ont amorcé le commentaire critique.

Les minorités se sont emparées du politiquement correct. Raymond Boudon avait raison. Il s'agit d'un instrument de conquête du pouvoir, non par des majorités conformistes, mais par des minorités actives bien organisées qui répandent leur conformisme propre. Souvent à tonalité religieuse. Là aussi, Elisabeth Badinter

en a payé le prix. Rappelez-vous encore Élisabeth Badinter face au séisme Baby-Loup.²

Assisterions-nous, aujourd'hui, à la mort annoncée de l'euphémisation du monde, du règne des périphrases, des circonlocutions ? Toutes pratiques qui relèvent du contrôle social exercé par et sur le langage.

Venue de la gauche des campus, la critique du politiquement correct s'est retournée durant les années 1980. Bien avant Éric Zemmour en France, pour ne citer que lui, les milieux conservateurs aux États-Unis n'ont pas manqué de se moquer du langage grotesque employé par souci, d'ailleurs illusoire, de préserver et de défendre les minorités. Ils ont montré qu'il s'agit d'une censure ou d'une auto-censure à peine déguisée.

Je vous parle de mon expérience américaine, mais je vous laisse le soin de la remettre dans le contexte de notre pays. Je ne parlerai pas du mariage gay, par exemple, mais j'ai fait le point, pour mon propre compte, dans le livre qui se trouve devant vous.³

André Comte-Sponville est plus jeune que moi, mais

2. La crèche Baby Loup est un établissement associatif privé ouvert à Chanteloup-les-Vignes en 1991, qui est surtout connu pour avoir été le théâtre d'affrontements judiciaires à la suite du licenciement, en 2008, d'une salariée de la crèche au motif qu'elle portait un foulard islamique, alors que le règlement intérieur de l'association imposait le respect des principes de laïcité et de neutralité à son personnel.

3. Dominique Lecourt, *L'égoïsme. Faut-il penser aux autres ?*, Paris, Éditions Autrement, 2015.

il a vécu ces années-là. Il sera, je pense, d'accord avec moi pour dire que les années 1976-1978 marquent un tournant dans l'histoire de la philosophie, chez nous, en France. Les philosophes ont alors pris la posture du spectateur des événements et du « reporteur d'idées ». Ils se sont déclarés « journalistes transcendants » pour reprendre l'expression de Maurice Clavel. J'ai déjà raconté comment j'ai vu Michel Foucault lui-même y céder un moment, fasciné par l'ayatollah Khomeini, qui aurait inventé « la révolution du non-pouvoir ». On a vu la suite. André Glucksmann poussa plus loin que les autres la logique de ce retrait. Dans les *Maîtres penseurs*, il dénonce toute tentative de penser le monde afin de le transformer comme comportant une menace sournoise de totalitarisme, c'est-à-dire la ruine totale de la liberté. Vous n'avez peut-être pas en tête ses écrits. Je vous rappelle donc sa formule clé qui relève de la plus pure intimidation : « théoriser, c'est terroriser. »

Résumons. Les philosophes n'auraient plus qu'à faire écho aux événements sur le mode du jugement moral prononcé dans l'urgence. Vous n'aurez pas de mal à mettre un nom sur le plus célèbre de nos philosophes-chefs de guerre...

La philosophie dans les médias relèverait du commentaire et de l'exhortation. Vous connaissez la petite musique : « Le monde va mal », « mais il irait peut-être plus mal encore si vous essayiez de le transformer ». On nous a donc conseillé au nom de la philosophie de nous consoler et d'être heureux de notre petit bonheur

d'Occidentaux. Le destin du politiquement correct nous montre qu'il s'agit plus profondément d'une rhétorique de dissuasion. Cette logique de démobilisation collective s'est traduite par un dénigrement perpétuel d'une certaine pensée française. Celle que paradoxalement, l'Amérique n'en finit pas de fêter sous l'appellation de *French theory*. Les Foucault, Derrida, Bourdieu, Lacan ou Barthes... mais nous en avons perdu l'ambition intellectuelle. Aujourd'hui dans nos universités, notamment dans les sciences humaines, on ne trouve plus guère que des sous-produits de recherche américains. Voyez les études sur le « genre » ou « gender studies » ! Un bien bel exemple de politiquement correct... L'universitaire, aujourd'hui, est prêt à se soumettre à tous les conformismes, chacun rivalisant avec chacun pour être le premier à penser et agir comme tout le monde... Le problème, c'est que cela a des répercussions concrètes dans l'Éducation nationale, sur les élèves et les parents... La situation de nos universités est déplorable. Quant à l'emprise du système médiatique sur les intellectuels, elle va croissante. Leurs querelles sont médiocres. Ce qui les intéresse, c'est de faire du « buzz ». Les débats ne sont plus guère que des empoignades dont la violence n'a d'égale que la vulgarité. Mais il n'est pas donné à tout le monde d'affûter sa pensée par l'injure. N'est pas Céline qui veut !

Ce discours de consolation ou d'exhortation tel qu'il a été pratiqué pour un temps avec succès n'avait de réel impact que par la crise qui grondait à l'horizon. Aujourd'hui, par temps de mondialisation ou de globa-

lisation, la *doxa* européenne cherche à protéger son niveau et son style de vie. Voyez les mouvements populistes dans les pays du Nord de l'Europe et en Allemagne même.

Une page se tourne. La violence du langage s'exerce sans plus se dissimuler. Elle ne fait plus vraiment rire. Je pense que si l'on tue encore aujourd'hui au nom de Dieu, sur les pavés de nos grandes villes, c'est en grande partie la faute du politiquement correct. Je rejoins André Comte-Sponville sur ce point. L'avenir du politiquement correct, c'est bien la voie ouverte au populisme sous la forme la plus violente. Le temps de la consolation et de l'exhortation est révolu...

Alexis Feertchak : *Un point commun de vos deux interventions, c'est l'idée que le politiquement correct n'est pas une tyrannie de la majorité, mais plutôt des minorités. Le politiquement correct a néanmoins été un moyen, dans les sociétés anglo-saxonnes multiculturelles, d'organiser la coexistence de différents groupes communautaires. En France, toutefois, nous n'avons pas cette tradition-là, mais une tradition républicaine : la République ne reconnaît pas les différentes communautés particulières qui peuvent de facto exister. La mise en place du politiquement correct en France depuis une trentaine d'années, à droite comme à gauche, ne révèle-t-elle pas alors un recul de la République, comme si la France avait fini par ne plus croire en son modèle d'intégration républicaine ?*

André Comte-Sponville : C'est en partie vrai, mais en même temps je n'aime pas qu'on prétende résoudre tous les problèmes par une invocation à la République. Que la République ne fasse aucune différence entre les citoyens en fonction de leur couleur de peau, de leur religion, de leur orientation sexuelle, ce qui est très bien, n'interdit pas à telle minorité de s'organiser et de se battre pour la défense de ses droits. La République ne fait aucune différence en fonction de la couleur de peau, mais il est plus difficile de trouver un métier ou un logement quand on est noir que blanc. Est-ce que cela veut dire que la République est en échec ? Oui, sans doute ; mais d'une certaine façon la République est toujours en échec, parce qu'elle est un idéal et que l'idéal, par définition, ne brille que par son absence. Nous sommes tous pour la République, cela va de soi, mais considérer que toute forme de communautarisme, aussi légère soit-elle, est contraire à l'idéal républicain, c'est pousser le bouchon universaliste un peu loin. La République ne fait aucune différence entre l'homosexuel et l'hétérosexuel ; ça ne veut pas dire que la *Gay Pride* soit une manifestation anti-républicaine. Dès lors qu'il y a en effet de l'homophobie, les homosexuels ont bien le droit de s'organiser et de se défendre.

J'ajoute que le politiquement correct est une tyrannie des minorités, mais en France c'est surtout la tyrannie d'une minorité particulière, la classe médiatique, ce qui explique un fait important, me semble-t-il, à savoir que le politiquement correct, en France en tout cas, est volontiers de gauche, comme la grande majorité

des journalistes. Et je crois que c'est ce qui met la gauche aujourd'hui en difficulté. La France se droitise (personnellement je le déplore) parce que depuis des décennies la gauche médiatique, les journalistes, les hommes politiques tiennent un discours qui paraît aux Français, à tort ou à raison, complètement déconnecté des réalités. Par exemple, si vous osez dire qu'il y a un problème de l'immigration en France, on dit que vous avez dérapé ; on vous taxe de racisme, de xénophobie, et on vous répond que l'immigration n'est pas un problème, mais une chance. Comme si elle ne pouvait pas être les deux à la fois ! D'où vient cette idée qu'une chance ne soit jamais un problème, qu'un problème ne puisse pas être aussi une chance ? Comprenez-moi bien : je suis pour l'immigration ; ceux qui veulent l'« immigration-zéro » demandent quelque chose qui est impossible et qui n'est pas l'intérêt de la France ; mais ceux qui veulent une immigration absolument libre disent aussi quelque chose qui n'est pas possible et qui n'est pas l'intérêt de la France. Il nous faut une immigration régulée, avec ce que cela suppose parfois d'expulsions. Mais à gauche, dire cela est déjà suspect. Et comme la majorité de nos concitoyens, surtout ceux qui vivent dans les zones les plus pauvres, sont confrontés à ce qu'ils vivent comme un problème de l'immigration (« on ne se sent plus chez soi », etc.), et comme la gauche s'interdit d'en parler depuis 30 ou 40 ans, ils finissent par voter pour ceux qui disent, évidemment à tort, que l'immigration est la source de tous nos maux. Nous tombons ainsi de Charybde en Scylla, d'un excès de bons sentiments (le politiquement correct de

gauche) en un excès de mauvais affects (le populisme de droite ou d'extrême-droite), et c'est pourquoi je répète que l'avenir, à terme, du politiquement correct, c'est malheureusement le triomphe du populisme. Raison de plus pour les combattre l'un et l'autre !

Dominique Lecourt : Sommes-nous vraiment tous d'accord sur la République ? On entend sans arrêt, depuis maintenant plusieurs années, que les valeurs de la République sont en danger, mais on ne dit pas exactement ce qu'elles sont. Elles seraient menacées par un parti, mais celui-ci est pourtant légal. Nous sommes peut-être tous d'accord au sujet de la République, mais sur la base de malentendus formidables. Ce qui fait qu'ensuite nous avons une grande difficulté à expliquer, par exemple, le résultat des dernières élections. André Comte-Sponville a parlé de cette tendance à chercher des « dérapages ». C'est un mot-clef du politiquement correct, un moyen d'intimider, qui laisse penser qu'il existe une voie droite par rapport à laquelle nous devrions être jugés. Et s'il n'était pas vrai qu'il n'existe qu'une seule voie ? Peut-on parler de nos opinions comme d'automobiles qui quitteraient la route ? N'y a-t-il qu'une seule voie par rapport à laquelle tout écart doit être considéré comme un dérapage, comme une faute ?

André Comte-Sponville : La vérité est une, même s'il y a souvent plusieurs voies pour l'atteindre : toute vérité est universelle. On pense en général aux vérités mathématiques, mais cela va bien au-delà. Prenons une proposition toute simple, qui relève du constat

empirique : « Vous et moi sommes ensemble à l'Institut Diderot ce matin ». Cet énoncé est universellement vrai, au sens le plus strict du terme : il est vrai en tout point de l'univers, ici comme sur Mars, quoique là-bas personne ne le sache. La vérité n'a pas besoin d'être connue pour être vraie. Toute vérité est universelle. Aucune valeur ne l'est absolument. Et ce qui m'inquiète, c'est que certains oublient l'universalité du vrai, y compris plusieurs de nos collègues anthropologues qui nous expliquent que les peuples primitifs (ou « premiers », pour le politiquement correct) croient à la magie ou aux fantômes comme nous croyons à la gravitation universelle et à la théorie de la relativité, et que nous n'avons pas de raison de privilégier ce que nous, nous croyons vrai, ni donc de mettre les sciences plus haut que la magie ou la superstition. C'est une façon de nier le progrès scientifique, la raison et les Lumières qui me paraît tout à fait inquiétante. Mais en matière de morale, c'est différent : le conflit des valeurs ou les divergences d'évaluation ne sauraient se dissoudre dans quelque science que ce soit. Je me rappelle qu'un député de droite avait osé dire, il y a quelques années, que l'homosexualité est moralement inférieure à l'hétérosexualité. Il exprimait le point de vue de l'Église catholique et du Pape, qui voient dans l'homosexualité un péché, donc une conduite moralement inférieure. Je pense le contraire. Mais je suis choqué qu'il ait été condamné en première instance, puis en appel. N'a-t-on plus le droit, en France, d'être catholique ? Drôle de conception de la laïcité ! Heureusement que la Cour de Cassation, dans sa sagesse, a cassé le jugement, arguant qu'il était contraire

à la liberté d'expression, que notre Constitution garantit. Car la République a des valeurs – « Liberté, Égalité, Fraternité » – mais elle n'a pas de morale. À la question : « L'homosexualité est-elle ou non moralement inférieure à l'hétérosexualité? », la République ne répond pas. Elle répond qu'on n'a pas le droit de faire une discrimination en fonction de l'orientation sexuelle, ce qui est très différent. Pour ma part, je suis persuadé que ce député de droite mène un mauvais combat, je pense que sa position est réactionnaire et homophobe, mais je me battraï pour qu'il ait le droit de l'énoncer, parce que j'accepte le pluralisme dans l'ordre du désir, comme dirait Spinoza, dans l'ordre d'une évaluation toujours subjective, sans renoncer à l'universalisme dans l'ordre de la connaissance. Toute vérité est objective. Aucune évaluation ne l'est. Même quand il semble que tout le monde s'accorde sur une position morale, celle-ci n'en reste pas moins subjective. Bref les sciences sont habilitées à dire le possiblement vrai, mais sont muettes sur le bien. Quant au peuple, il est souverain. Quant à la loi, elle n'a aucun titre à prétendre gouverner nos consciences !

Dominique Lecourt : N'y a-t-il qu'une vérité, est-ce qu'il n'y a qu'une voie pour atteindre cette vérité ? Mon bachelardisme invétéré me pousse plutôt à dire, en ce qui concerne la vérité, que celle-ci est la rectification d'erreurs et d'évidences premières. Il n'y a pas de vérité première, et les vérités auxquelles nous pouvons parvenir sont issues d'un processus maîtrisé de rectification. Si on veut bien admettre ce point de

vue, alors la question épistémologique est ouverte, et la question morale écartée de notre réflexion. Le politiquement correct nous amène ainsi à poser des questions aussi importantes, aussi cruciales, sous leurs aspects folkloriques et un peu ridicules, que la question du rapport, sous l'idée de vérité, entre la rectification à l'œuvre dans la pensée scientifique, et la croyance ultime qui est présente dans la philosophie morale.

Alexis Feertchak : *Le politiquement correct pose la question du rapport entre morale et politique, mais il faudrait aussi s'intéresser au droit : la première référence au politiquement correct se trouve dans un arrêt de la Cour Suprême de 1793, ce qui montre bien que le politiquement correct, c'est la politique encadrée par le droit. Jean-Claude Michéa dit ainsi que le politiquement correct, c'est le triomphe de la juridification des relations humaines contre ce qu'Orwell nomme la common decency. Le politiquement correct serait ainsi le résultat d'un problème plus général, celui d'une rigidification de notre société où dès qu'il y a conflit ou désaccord, nous passons devant le juge, ce qui est en fin de compte un échec. C'est aussi dans ce cadre qu'il faudrait penser le problème de la liberté d'expression, avec la loi Gayssot, ou Dieudonné. On peut à ce sujet se demander si le recours au juge n'est pas en fin de compte contreproductif ?*

André Comte-Sponville : Un mot, tout d'abord, pour dire que je suis d'accord avec ce que vient de dire Dominique Lecourt, à cette différence près que, selon

moi, Bachelard a raison en ce qui concerne la connaissance, et Spinoza en ce qui concerne la vérité. La connaissance, par exemple que nous sommes vous et moi à l'Institut Diderot, est localisée, très peu de gens en disposent : elle est très particulière, très peu répandue, tandis que la vérité est universelle, elle n'a pas à être connue pour être vraie : il était vrai que la Terre tourne autour du Soleil avant que quiconque le sache, et il sera encore vrai que notre réunion a eu lieu quand plus personne ne le saura. Je suis d'accord avec Bachelard en ce qui concerne la connaissance, toujours historique, mais cela ne m'empêche pas d'être d'accord aussi avec Spinoza, concernant l'universalité de la vérité, toujours éternelle. Maintenant, là où Alexis Feertchak a raison, c'est que le politiquement correct confond d'abord le vrai et le bien, la connaissance et la morale, au bénéfice des seconds, puis prétend imposer le règne du bien et de la morale par le droit. Il y a donc une double confusion : entre le vrai et le bien, et ensuite entre le bien et le droit. La liberté d'expression et de pensée s'en trouve très fortement réduite. Il suffit de penser à l'exemple du député de droite que j'ai évoqué tout à l'heure. Ce qu'il faut rappeler, et qui est fondamental, c'est que la morale et le droit sont deux choses différentes. Aucune loi ne vous interdit d'être égoïste ; alors que la loi interdit certaines choses que je trouve moralement admissibles, voire parfois exigibles, comme l'euthanasie dans certains cas. Dès qu'on oublie la différence entre droit et morale, on se dirige vers une forme de dictature, de tyrannie des juges et des bons sentiments. Le jour où un juge vous convoquera pour vous dire : « Vous n'avez violé aucune

loi, mais vous êtes un salaud, ça sera 20 ans de prison », c'en sera fini de la liberté, du droit et de la justice !

Dominique Lecourt : Après les attentats de janvier 2015, qui a bien voulu s'interroger franchement sur l'absence de la banlieue dans les grandes manifestations qui ont eu lieu ? La plupart des politiques ont fermé les yeux. Et les enseignants n'ont suscité qu'incompréhension lorsqu'ils ont alerté les autorités administratives puis l'opinion publique sur les troubles qui ont interrompu la minute de silence. Comme si ne rien vouloir savoir était une maxime acceptable dans un pays qui se réclame des Lumières. Il ne fallait pas en parler. Rien n'est pire que ce silence-là, qui est imposé par le politiquement correct. Le politiquement correct n'est pas simplement une question abstraite de philosophes qui s'interrogent sur la vérité et le bien, mais c'est une question directement politique qui va, j'en suis certain, prolonger ses effets dans les mois et les années qui viennent. Il faut donc essayer d'y voir clair – et ce n'est pas simple.

Alexis Feertchak : *Un certain nombre d'intellectuels sont très présents sur la scène médiatique et connaissent un certain succès populaire, Michel Onfray, Alain Finkielkraut ou Régis Debray, par exemple. Or on accuse ces intellectuels d'être des alliés objectifs du Front national, ce qui est intéressant quand on sait que le politiquement correct est non seulement anglo-saxon, mais aussi « soviétique » : s'écarter de l'orthodoxie marxiste et soviétique c'était être l'allié objectif de la*

bourgeoisie. J'ajoute, de plus, que le succès des auteurs que je viens d'évoquer ne repose pas tant sur une adhésion à leur pensée que sur le scandale, la critique, qui a aussi pour effet que les gens en entendent parler et achètent leur livre. Face à cette situation, ne faudrait-il pas réinventer le rôle des intellectuels ?

Dominique Lecourt : Comme je le disais tout à l'heure, la discussion philosophique, le débat philosophique, aujourd'hui, c'est la foire d'empoigne, il s'agit de savoir qui va parler le plus haut, le plus fort, en employant des formules génératrices de violence...

Alexis Feertchak : *Mais ce n'est pas le cas de tous les intellectuels – on peut ne pas apprécier Onfray, Finkielkraut ou Debray, mais ils ne cherchent pas la petite phrase. Je me rappelle un débat de grande qualité sur BFM entre Malek Boutih et Alain Finkielkraut. Une heure après, la seule chose qu'avait retenue Le Monde, ou Le Figaro, c'était que Malek Boutih avait dit que Marine Le Pen allait gagner en 2017, alors que ce n'était qu'une petite phrase qu'on était aller chercher dans un débat riche, dont ce n'était absolument pas le sujet. La question est de savoir comment les intellectuels peuvent se faire entendre dans un tel cadre.*

André Comte-Sponville : Il y a eu sur ce point un changement considérable : alors que Bernard-Henri Lévy ou André Glucksmann intervenaient pour dire le bien, ce qui conduit souvent à la guerre, autrement dit s'inscrivaient dans le politiquement correct, des

intellectuels comme Onfray, Debray ou Finkielkraut ne proclament pas le bien, mais disent ce qui leur paraît vrai. Ce faisant, ils peuvent se tromper, bien entendu, mais ne sont plus politiquement corrects. Nous sommes passés d'intellectuels politiquement corrects à une intelligentsia non politiquement correcte, et j'y vois plutôt un progrès, même si dans leur cas cela les enferme souvent, peut-être un peu de leur faute, dans un rôle de polémiste, plus que de philosophe. Ils ont tort de se laisser emporter par les polémiques médiatiques, mais en revanche ils ont raison de s'affranchir du politiquement correct. Cela leur vaut des attaques, souvent injustes : dire qu'Onfray fait le jeu du Front national ou de Daech, voire des deux, est une sottise. Le politiquement correct passe d'ailleurs son temps à faire des leçons de morale aux Français, y compris là où il n'est pas certain que la majorité des Français en ait besoin. Tout le monde sait bien, par exemple, que la majorité de nos concitoyens pensent que l'immigration massive est un problème, et on leur dit que c'est de la xénophobie, du racisme, alors que dans le même temps les Français font depuis des années de Zinedine Zidane, Omar Sy, Yannick Noah ou Simone Veil leurs personnalités préférées. Il faudra m'expliquer comment les deux peuvent aller ensemble. La vérité est qu'il y a du racisme en France, cela va de soi, mais que la majorité des Français ne sont pas racistes, et qu'on n'a pas besoin de l'être pour penser qu'une immigration trop massive compromet un certain style de vie, le respect de certaines traditions, une certaine façon d'être ensemble. Claude Lévi-Strauss, qu'on ne peut pas suspecter de racisme,

l'a écrit : il est normal « que des cultures attachées chacune à un style de vie, à un système de valeurs, veillent sur leur particularisme » et « cette disposition est saine, nullement – comme on voudrait nous le faire croire – pathologique. »⁴ S'il faut parler de racisme à chaque fois qu'une culture essaie de se défendre contre les autres, alors toute culture est raciste par définition, parce que toute culture tend à persévérer dans son être, pour reprendre l'expression de Spinoza. Et les Français qui vivent dans des conditions difficiles, dans des quartiers où il y a en effet beaucoup d'immigrés, où il y a des femmes voilées et des jeunes filles qui n'osent plus sortir en jupe ou en robe, comme ils en ont assez qu'on les traite de racistes, ce que la plupart ne sont pas, ils finissent par aller voter pour des candidats qui affirment que l'immigration est la source de tous nos problèmes, ce qui est évidemment faux. On tombe d'un extrême dans l'autre, du Charybde du politiquement correct, pour qui penser que l'immigration pose un problème est forcément être raciste, au Scylla qui prétend que l'immigration est la source de tous nos maux. Il y a une solidarité objective entre le populisme et le politiquement correct qui me paraît terriblement inquiétante, et qui explique pour une part (mais une part que je crois importante) le résultat des dernières élections régionales.

Dominique Lecourt : Il faut connaître l'histoire. En

4. Claude Lévi-Strauss et Didier Eribon, *De près et de loin*, Paris, Odile Jacob, 1988, p. 207.

l'occurrence, celle de l'immigration des travailleurs étrangers au cours des années 60-70. Nous sommes allés chercher au Maghreb des ouvriers qui laissaient leur famille au pays. Ils envoyaient l'essentiel du salaire qu'ils percevaient à leur famille. Ils n'avaient, j'en ai de nombreux exemples parmi des amis de très longue date, absolument aucune intention de rester en métropole, même si on leur disait qu'ils étaient français, quoique de seconde classe. Tout a changé du jour où l'on a inventé le « regroupement familial » (en 1976) par une pensée absolument technocratique habitée de mauvaise conscience. Désormais, la famille, institution majeure de la vie en société, s'est installée à demeure auprès de son chef tout en cherchant à bénéficier du système français d'allocations. L'immigration a changé de sens. Les travaux des anthropologues et des ethnologues auraient dû nous apprendre, que la famille transplantée restait marquée par son origine. Par exemple, c'est un cas qui revient souvent, la polygamie. Le problème ne peut être traité sans être sérieusement réfléchi. C'est un mode d'être et de pensée qui sépare notre conception de la polygamie, et la condamne.

On a fini ainsi par découvrir avec le temps cette évidence que d'un milieu à l'autre la hiérarchie des normes n'est pas la même, mais on n'a pas réfléchi aux conditions matérielles ou idéologiques dans lesquelles les immigrés de ce type pouvaient s'adapter à la dynamique sociale occidentale. Beaucoup l'ont fait avec succès. Mais avec la crise de 1973, les pères ont été soumis à l'épreuve du chômage prolongé. Les jeunes ont été la cible de

l'intense propagande des industries du sentiment (films et séries, notamment) en faveur du modèle occidental de développement. Les pères ont alors perdu une part essentielle de l'estime de soi comme celle de leurs enfants... On a vu une nouvelle génération apporter au foyer un complément de ressources par un commerce illégal de proximité très organisé. En regroupant les familles, on avait pris le risque de les fracturer gravement. Combien de jeunes Français de confession musulmane ont depuis réagi en se repliant sur une religion qu'ils connaissaient pourtant mal, mais qui était la seule marque, hormis le sport, d'une valeur reconnue à leur identité. Nombreuses furent ensuite les jeunes filles à suivre ce chemin. On les découvrit dans les lycées et collèges jouant de l'ambiguïté du voile pour affirmer leur liberté face aux garçons, pour défier leurs parents ou par simple soumission religieuse commandée par une foi sincère. Un énorme effort d'éducation et d'intégration aurait alors été nécessaire. Il fallait de toute urgence que les enfants et leurs parents apprennent la langue française, qu'ils soient initiés au mode de vie du pays d'accueil. Or la prise de conscience de nos gouvernants n'a pas été à la mesure du problème. On a créé les ELCO (*Enseignements de langue et de culture d'origine*) en prenant appui sur une directive européenne du 25 juillet 1977 visant à la scolarisation des enfants des travailleurs migrants. Faute de moyens, mais d'abord en l'absence d'une réflexion suffisante sur le problème linguistique, on laissa recruter des enseignants souvent non qualifiés. On abandonna cet enseignement à des États étrangers, avec toutes les

conséquences politico-militaires prévisibles. Toutes les conditions étaient dès lors réunies pour que revienne le temps du fanatisme et de la terreur. C'est fait. Je crois donc que sur ces questions-là, celle de l'immigration en particulier, il faut analyser les processus historiques à l'œuvre en Europe depuis les années 60.

André Comte-Sponville : Je souhaiterais rebondir sur deux points. Premièrement, une tarte à la crème du politiquement correct est de dire que toutes les civilisations sont égales. Dans mon dernier livre⁵ je montre qu'on peut, et à mon sens qu'on doit, penser le contraire. Ce n'est bien sûr pas du racisme, c'est le contraire, puisque si toutes les civilisations étaient égales, alors une civilisation raciste aurait autant de valeur qu'une autre. Ce n'est pas de l'anti-progressisme, c'est le contraire, puisque si toutes les civilisations étaient égales, on s'interdirait de penser quelque progrès civilisationnel que ce soit. L'invention de l'écriture est un formidable progrès civilisationnel, et donc une culture qui connaît l'écriture est supérieure, au moins de ce point de vue, à une culture qui l'ignore. Cela ne veut pas dire qu'un chasseur-cueilleur vaille moins que vous ou moi comme individu : il peut être bien plus, ou bien moins, intelligent, courageux, généreux que moi. Mais on ne me fera jamais dire qu'une civilisation qui connaît l'écriture n'est pas supérieure en fait et en valeur à une civilisation qui l'ignore. Notons d'ailleurs

5. André Comte-Sponville, *C'est chose tendre que la vie, Entretiens avec François L'Yvonne*, Albin Michel, 2015.

que la proposition « tous les hommes sont égaux », qui est tout aussi politiquement correcte, est, énoncée comme telle, tout aussi fautive, parce que l'on confond deux choses : l'égalité en droit et en dignité, que soutient l'humanisme, et l'égalité en fait et en valeur, qui est manifestement contraire aux faits : certains sont plus forts, plus beaux, plus généreux, plus intelligents que d'autres. Être humaniste, ce n'est pas croire que Hitler, Mussolini ou Klaus Barbie valent autant que de Gaulle, Churchill ou Jean Moulin ! La conséquence du lieu commun politiquement correct que toutes les civilisations sont égales est que cela nous met en position très difficile pour critiquer l'islam radical, sans être taxé d'islamophobie.

C'est mon deuxième point : la notion d'islamophobie est piégée à force d'être équivoque. Si on entend par « islamophobie » la haine et le mépris des musulmans, ce n'est qu'une forme de racisme, aussi haïssable qu'elles le sont toutes. Si en revanche on entend par « islamophobie » le refus ou la peur de l'islam, ce qui est le sens littéral du mot, alors l'islamophobie est une position parfaitement légitime. On a le droit en France d'être anticommuniste, antifasciste, antilibéral. Pourquoi n'aurait-on pas le droit d'être anti-islam ou antichristianisme, comme l'était Nietzsche, ou encore antijudaïsme comme l'était Simone Weil ? On met toujours sur le même plan islamophobie et antisémitisme ; or ce n'est pas du tout la même chose ! L'équivalent de l'islamophobie, au sens où je l'entends, ce n'est pas l'antisémitisme, c'est l'antijudaïsme, et on

a tout à fait le droit de critiquer le judaïsme ou l'islam, comme de critiquer le communisme, le fascisme, le libéralisme et tout type d'idéologie. Le mot d'islamophobie pouvant ainsi signifier deux choses différentes, on s'interdit, au nom du politiquement correct, de critiquer l'islam, par peur d'être accusé d'islamophobie. On en vient ainsi à se contenter de répéter que l'islam est une religion de paix, de tolérance et d'amour, en mettant de côté le djihad, le sort des homosexuels dans le Coran ou le fait, si j'en crois Rémi Brague, que Mahomet a fait assassiner des poètes qui s'étaient moqués de lui, à peu près comme des terroristes, en janvier 2015, ont assassiné des dessinateurs humoristiques. Le politiquement correct veut nous dissuader de soumettre l'islam à la critique, ce qui est pourtant légitime et nécessaire si on veut lutter contre l'islamisme radical.

Dominique Lecourt : S'il est un mot qui revient tout le temps, et qui rend la discussion si difficile, c'est bien celui d'égalité. On entend ainsi souvent dire que les civilisations sont égales, mais qu'est-ce que cela veut dire qu'une civilisation est égale à une autre ? Selon quel critère, quelle échelle de mesure opérer ce jugement ? L'égalité est le point obscur de la réflexion en philosophie politique aujourd'hui. Quant à l'islamophobie, ce qui compte c'est la présence de ce « -phobie » : une phobie c'est une pathologie, le terme fait penser par exemple à Freud, mais est-ce que l'islamophobie est une pathologie ? Je crois que ça demande réflexion.

DISCUSSION AVEC LA SALLE

Daniel Lenoir : *Le précédent ouvrage de M. Comte-Sponville était consacré au tragique. Curieusement vous n'en avez pas parlé, alors que le politiquement correct c'est aussi peut-être le refus du tragique, le rejet du côté tragique de l'histoire et des conflits qui l'accompagnent.*

André Comte-Sponville : Oui, le politiquement correct a tendance à escamoter le tragique, c'est-à-dire à oublier trois choses : que l'histoire est conflictuelle ; que ces conflits peuvent, comme entre Créon et Antigone, opposer deux points de vue qui ont chacun leur légitimité ; enfin que ce ne sont pas les meilleurs qui gagnent, mais les plus forts. Lors de l'hommage aux victimes des attentats du 13 novembre, on a passé une chanson de Brel, « Quand on n'a que l'amour ». J'aime beaucoup Brel, mais si on n'a que l'amour pour vaincre le terrorisme, c'est qu'on n'a rien compris, et qu'on court à la défaite ! Dans l'histoire, ce ne sont pas les plus aimants qui triomphent, ce sont les plus forts, et il faut faire en sorte que ceux qui préfèrent l'amour à la haine soient plus forts que leurs adversaires. De ce point de vue le politiquement correct est en effet une dénégarion du tragique.

Alexis Feertchak : *Dans Contre la peur, Dominique Lecourt, vous commenciez par dire qu'après la chute*

du mur on s'est mis à avoir peur du progrès, que nous sommes entrés dans une forme d'histoire sans rythme, y'a-t-il un rapport avec ce qui vient d'être dit sur le tragique ?

Dominique Lecourt : Quand j'ai écrit ce livre, juste après la chute du mur de Berlin, j'ai décidé de l'appeler *Contre la peur* car j'avais le sentiment que quelque chose de complètement nouveau s'offrait à notre analyse. Je ne crois pas m'être trompé. Nous vivons dans une civilisation où la peur s'est installée. Elle règle les sentiments humains et elle joue un rôle fondamental dans l'institution de notre société. Comment lutter contre cette peur ? Les œuvres de Spinoza offrent une ample réflexion sur la façon de lutter contre un sentiment qui est une passion triste. On n'aborde en effet cette question de façon profonde, et peut-être efficace, qu'à partir du moment où l'on analyse ce que veut dire la tristesse : une diminution de la capacité d'action de l'être humain, le primat accordé à des modes d'être qui rétrécissent le champ d'action et de réflexion de l'humanité. Le politiquement correct nie en effet le tragique de l'histoire et risque de nous précipiter en chantant « Quand on n'a que l'amour » dans des torrents de haine. Jouer cette chanson dans une cérémonie officielle tout en déployant l'emblème du drapeau tricolore révèle une certaine confusion d'esprit : un emblème est justement là pour signifier qu'on n'a pas que l'amour. On a là le degré zéro de la réflexion.

Sophie Fiszman : *On ne sait plus aujourd'hui où est le vrai, par exemple sur des sujets de société comme l'adoption par des couples homosexuels, la reconnaissance d'un sexe neutre, ou le fait de gifler un enfant, qu'on voudrait maintenant qualifier de châtiment corporel. Au milieu de cet éclatement des valeurs universelles, ou non, il faut poser la question de l'avenir de la politique, plus encore que celle du politiquement correct. M. Comte-Sponville a parfois affirmé qu'on a les politiques qu'on mérite. Pour ma part, je ne pense pas avoir les politiques que je mérite, je pense qu'il y a une crise du bon sens et des responsabilités et je voudrais savoir comment il nous est possible de réagir.*

André Comte-Sponville : Je crois en effet que, dans une démocratie, on a en gros les dirigeants politiques qu'on mérite. On ne me fera pas croire que la France est un pays composé de soixante millions d'individus formidables, gouvernés par un quarteron de lâches ou d'imbéciles ! Si vous n'aimez pas nos dirigeants, battez-vous pour en changer. Mon idée, c'est qu'ils ne sont pas plus mauvais que les autres, mais que la France est un pays difficile à gouverner : il est difficile, en démocratie, de faire voter des lois dont les citoyens ne veulent pas. Tous les experts savent qu'il faudrait mettre en place la retraite à 65 ans ; mais les Français n'en veulent pas. En ce qui concerne les valeurs, je crois qu'il est urgent de réhabiliter la politique, contre les bons sentiments. Parlons un peu moins de morale, un peu plus de politique ! Prenons le problème de l'immigration. Ce n'est pas en premier lieu un problème moral, c'est un

problème politique : quel est l'intérêt de la France et des Français ? Il est urgent de réhabiliter la politique, et on n'y parviendra pas en crachant perpétuellement sur ceux qui la font. À la différence d'autres intellectuels, que je respecte par ailleurs, comme Alain Finkielkraut, Régis Debray ou Michel Onfray, je refuse de rajouter du mépris au mépris, de la haine à la haine, de la colère à la colère. Quand Michel Onfray traite Manuel Valls de crétin, et même si c'est pour répondre à une attaque de sa part, il dit quelque chose de factuellement faux et de politiquement néfaste. Cela ne rend pas service à notre démocratie !

En revanche, parler de politique signifie ne pas confondre ce qui relève du vrai et ce qui relève du bien. Vous avez évoqué la question du sexe neutre... C'est un fait qu'il existe des hermaphrodites, par exemple, et le nier est mentir ou se tromper. Mais faut-il pour autant créer un sexe neutre à l'État civil ? À cette question, la vérité ne répond pas : il s'agit d'une question morale et politique, où le conflit est légitime. Il en va de même pour la question du mariage homosexuel, de l'adoption par des couples de même sexe, ou de la fessée et de la gifle. Ces questions ne relèvent pas du vrai et du faux, mais du bien et du mal, et il ne faut pas confondre ces deux domaines, faire passer pour vrai ce qui n'est que le reflet d'un jugement de valeur. Ce serait comme demander à un biologiste de nous montrer que la vie vaut la peine d'être vécue. Non : un biologiste, en tant que tel, n'a aucun avis sur la valeur de la vie, parce que la biologie relève de la connaissance, pas de l'évaluation. Elle dit ce qui est, plus souvent ce qui peut être ; elle dit

le possiblement vrai et le certainement faux. Elle ne dit jamais ce qui doit être. Aucune science ne vous dira si l'adoption par un couple de même sexe doit être rendue possible ou pas, ça ne relève pas de la connaissance, mais d'un jugement de valeur légitimement conflictuel ; et on a inventé la démocratie pour prendre pacifiquement une décision, qui ne sera pas nécessairement consensuelle mais que tout le monde acceptera, parce que c'est la décision de la majorité du peuple souverain. Cela ne garantit pas que cette décision soit moralement bonne, mais c'est celle que le peuple pour l'instant a adoptée.

Dominique Lecourt : Dont acte, la question fondamentale est celle de la politique, c'est parce que nous l'ignorons que nous glissons vers des considérations oiseuses sur la gifle et la fessée. À l'Institut Diderot nous menons de plus en plus de réflexions collectives sur ce sujet : le concept de la politique, la pratique de la politique – mais il faut nous défendre de la tentation de la nostalgie...

Claude Got : *Mais qu'en est-il quand on essaye de faire passer des connaissances aux responsables politiques, et que ceux-ci, ces derniers temps, détricotent les dispositifs visant à faire diminuer les morts prématurées dans notre pays ? Je pense à deux choses en particulier : la loi Évin, qui a été affaiblie récemment par le vote d'une loi qui dans les faits étend les possibilités de faire de la publicité pour l'alcool, et la sécurité routière, avec des gouvernements réticents à diminuer à nouveau la vitesse autorisée, ce qui non seulement aurait un*

intérêt écologique, mais permettrait de faire diminuer le nombre de morts sur les routes – pour la deuxième année consécutive nous avons eu une augmentation du nombre de tués, ce qui ne s’était pas vu depuis 35 ans.

André Comte-Sponville : Je ne répondrai pas sur le fond, car votre question est hors sujet : l’appréciation que l’on peut porter sur la loi Évin ou la sécurité routière ne concerne pas le politiquement correct. Ce qui est politiquement correct, en revanche, c’est de dire qu’il ne faut consommer d’alcool qu’avec modération. Aucun journaliste n’évoque l’alcool sans se sentir obligé de répéter cet avertissement. Or je vous avouerai qu’il m’arrive de consommer de l’alcool immodérément, et que l’immodération fait partie du plaisir que j’y trouve. Arrêtons de faire croire qu’on ne boit du vin que parce que c’est extrêmement bon ! On aime aussi la griserie, parfois même l’ivresse. Quand j’étais jeune, il y avait dans le métro ce slogan : « L’alcool tue lentement », et on se disait : « On s’en fiche, on n’est pas pressés ! »... Il faut défendre le droit d’être politiquement incorrect, y compris quand la santé est en jeu. On sait que le tabac fait des milliers de morts prématurés, pareil pour l’alcool, mais que faire de ces vérités ? C’est à la démocratie d’en décider, quant à la loi, et à chacun, quant à son comportement personnel. Pour ma part, je ne me reproche aucunement d’aimer et l’alcool et le tabac, mais je souhaite qu’on protège les jeunes, y compris contre les publicitaires.

François Patriat : *Mes collègues politiques parlent*

sans cesse de « vivre ensemble ». Cette expression me semble dévoyée, j'ai l'impression qu'elle sert à enfermer dans une boîte les différences, les désaccords, et leur expression.

Dominique Lecourt : On finit par en avoir assez d'entendre tous les discours politiques se conclure par « le vivre ensemble ». Qu'est-ce que « le vivre ensemble » veut bien dire ? On peut vivre aussi ensemble dans le désaccord. Quelquefois, vivre ensemble demande même de vivre pour soi, sans pour autant que cela dissolve la société. Nous n'avons pas comme objectif de vivre ensemble, il nous faut avoir des objectifs pour vivre qui soient aussi largement partageables que possible, mais c'est tout à fait autre chose. Je comprends votre agacement devant ces formules rituelles qui sont inspirées par une certaine philosophie, que je dirais, un peu niaise.

André Comte-Sponville : Une bonne façon de reconnaître le politiquement correct : quand on tord le langage et qu'on s'autorise des barbarismes. Par exemple, « le vivre ensemble ». Cette expression n'est pas bien formée, et surtout elle ne veut rien dire. On la préfère à d'autres notions, qui elles ont un sens (comme celles de solidarité, de communauté d'intérêts ou de conflit), pour la raison, précisément, qu'elle ne veut rien dire. C'est pour ça que ça marche ! Il en va de même pour l'emploi récurrent de « citoyen » comme adjectif, au lieu de « civique ». Le civisme est une vertu bien connue, bien élaborée dans notre tradition. Un comportement

civique, je vois très bien ce que c'est. Un citoyen aussi. En revanche, une « conduite citoyenne », ça ne veut rien dire, et c'est précisément pour cela que ça marche. Autre exemple : on parle désormais de « genre », plutôt que de « sexe » masculin ou féminin. Bien entendu, masculinité ou féminité résultent en partie d'une conduite socialement acquise, culturellement construite. Mais en arriver pour cette raison à juger que parler de la différence sexuelle est déjà une faute morale, que c'est déjà enfermer les petites filles dans des rôles subordonnés et les hommes dans le machisme, est ridicule. Si la différence sexuelle n'existait pas dans la nature, celle des genres ne serait jamais apparue dans la culture ! Pour lutter contre le politiquement correct, il faut refuser de céder sur la qualité de la langue.

Dominique Lecourt : Nous venons de parler de « genre ». On a dérivé de ce terme un mot incroyable : « genré ». On parle maintenant par exemple « d'activité genrée ». C'est le massacre complet de la langue française, non pas qu'on ne puisse pas innover, mais en l'occurrence on fait des fautes de langue pour véhiculer des fautes de pensée.

Claude Roëls : *L'avenir du politiquement correct, ou du moins son horizon, ne serait-il pas le totalitarisme doux, paisible, universel dont parlait Saint-Exupéry dans sa dernière lettre ?*

André Comte-Sponville : Oui, en effet. Vous auriez aussi pu évoquer Tocqueville, notamment son fameux

texte sur le pouvoir « tutélaire, prévoyant et doux » de l'État. Nous courons le risque d'une sorte de tyrannie démocratique, avec ce paradoxe que cette tyrannie démocratique est en fait la tyrannie d'une minorité, celle des milieux bien-pensants et des minorités organisées qui ont su imposer efficacement un certain type de discours et en interdire d'autres. Il faut se battre contre ça, non pas en combattant la démocratie, mais en se battant pour une démocratie véritablement laïque, où l'on ait le droit de dire ce que l'on pense. Encore une fois, la République a des valeurs, celles de liberté, d'égalité et de fraternité, mais pas plus de morale que de métaphysique. Par exemple l'égalité est une valeur républicaine ; mais faut-il pour autant condamner moralement le capitalisme, qui génère de l'inégalité ? La République ne répond pas à la question. Autre exemple : la liberté est une valeur républicaine ; faut-il pour autant être ultralibéral, ou au contraire vouloir une économie régulée, voire administrée ? La République ne répond pas. Elle est pour la liberté, mais elle n'est ni pour ni contre le libéralisme économique. Il faut se battre pour que la démocratie soit un espace de liberté, et pas une dictature d'opinion. C'était déjà le combat des Lumières, celui de Spinoza ou de Voltaire pour la liberté de l'esprit : se battre pour qu'on ait le droit de penser, d'aimer et de rire librement dans notre pays !

Dominique Lecourt : André Comte-Sponville suppose que nous sommes tous d'accord sur ce qu'est la démocratie. Or au fil des années, depuis 40 ans, nous voyons bien que le mot de démocratie pose un problème, que

c'est un mot dangereux, qu'il n'est pas la solution à tous les problèmes. Il faut travailler sur cette question. Il en va de même pour le libéralisme. Il se trouve que dans ce livre sur l'égoïsme, j'ai fait référence de façon un petit peu détaillée à Ayn Rand, une figure majeure du courant libéral, ou libertarien, aux États-Unis. Or à part quelques-uns, les intellectuels français ont beau être tous démocrates, ils ne veulent même pas en entendre parler.

Pierre Bénard : *Je voudrais vous interroger sur deux paradoxes, très différents, mais qui me surprennent l'un comme l'autre. Le premier concerne les origines de l'expression « Politically correct », qui au départ n'était pas péjorative, mais méliorative, il fallait être politically correct. Mais pourquoi pas « correct » tout court ? On a tout de suite ajouté « politiquement », alors, comme vous l'avez montré, que la morale relève d'un autre ordre que la politique, et que ce politiquement correct est plutôt un moralement correct. Le deuxième paradoxe est que le politiquement correct naît de la volonté de ne pas blesser, de ne pas heurter, voire de flatter quand on transforme un instituteur en professeur des écoles, ou que l'on croit nécessaire de parler des Allemands en disant systématiquement « nos amis allemands ». Le politiquement correct est bienveillant, lénifiant, on souhaite être amis avec tout le monde, mais ceux qui y ont recours sont bien souvent les mêmes qui n'hésiteront pas à traiter de fascistes ou de racistes ceux qui ne sont pas d'accord avec eux.*

André Comte-Sponville : L'une des raisons pour lesquelles on parle de « politiquement correct », plutôt que de moralement correct, est à mon avis que le mot de « morale », à l'époque, était suspect, et peut-être encore plus aux États-Unis, où le souvenir de l'ordre moral, du maccarthysme, restait vivace. Parler de « politiquement correct » fait moins peur que parler de « moralement correct ». La vérité, bien entendu, est qu'il n'y a pas à choisir entre politique et morale. Nous avons besoin des deux, mais la morale est toujours plus exigeante que la politique. Vous avez le droit, juridiquement, d'être égoïste ; mais la morale, en tout cas si vous êtes kantien, vous dira que l'égoïsme est la source de tout mal – Ayn Rand ne serait pas d'accord avec Kant là-dessus, mais moi si. La loi doit donc autoriser l'égoïsme, sinon nous sommes dans un état totalitaire, mais cela ne retire rien au fait que c'est la générosité qui est une vertu. Distinction des ordres : que l'égoïsme, en fait, domine, cela n'empêche pas que la générosité, moralement, vaille mieux.

En ce qui concerne l'accusation de fascisme, tout ce qui était à la droite du centre-gauche se faisait traiter, dans les années 70, de fasciste. Le politiquement correct est issu de cette époque où la gauche était idéologiquement hégémonique. Or, j'insiste sur ce point, que le politiquement correct soit le plus souvent de gauche, c'est un terrible danger pour la gauche elle-même : car le politiquement correct finit – par trop de dénégation et d'aveuglement – par faire le jeu de la droite dure, voire de l'extrême-droite. Cela m'est une raison supplémentaire de le combattre.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

LES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT DIDEROT

Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti

-
- L'avenir du logement - Olivier Mitterand
 - L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
 - L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
 - L'avenir du climat - Jean Jouzel
 - L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
 - L'avenir de la politique - Alain Juppé
 - L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier et Dominique Leglu
 - L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitrinal
 - L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
 - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
 - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
 - L'avenir des relations Franco-Russes - Alexandre Orlov
 - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
 - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer

Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualazzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre
présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux

Les Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux Etats-Unis :
quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even

Les Entretiens de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique

L'avenir du politiquement correct

Dominique Lecourt et André Comte-Sponville démontrent qu'il faut considérer le politiquement correct comme dangereux pour l'évolution de nos sociétés. Cette attitude politique constitue, en effet à leurs yeux, le terreau du populisme.

Ce carcan intellectuel, Dominique Lecourt le voit déjà dans le ridicule des précieuses de Molière. Sans doute aussi est-ce un aspect de l'hypocrisie sociale, dont la politesse est une autre forme nécessaire à l'existence de relations sociales pacifiées.

Mais poussé à l'extrême, il change de nature. L'attitude consistant à confondre délibérément le vrai et le souhaité – supposé être le bien – et à refuser l'expression même du vrai est d'essence totalitaire en particulier lorsqu'elle représente la prétention d'une minorité d'orienter le comportement collectif.

Jean-Claude SEYS
Président de l'Institut Diderot



“ **Dominique LECOURT**,
philosophe, auteur
d'une trentaine
d'ouvrages.



“ **André COMTE-SPONVILLE**,
philosophe, auteur
d'une trentaine
d'ouvrages.

La présente publication ne peut être vendue


INSTITUT
DIDEROT

FONDS DE DOTATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE REGI PAR LA LOI N°2008-776 DU 4 AOUT 2008 - SIRET N° 513 746 651 00019
86-90, rue Saint-Lazare 75009 Paris / T. +33 (0)1 55 50 65 60 / contact@institutdiderot.fr / www.institutdiderot.fr

ISBN 979-10-93704-20-3



9 791093 704203